

WORLD WATER COUNCIL

AFRICITIES – Special session – Wednesday, September 20, 2006.

RECOMMANDATIONS

Les participants à la session spéciale sur comment faciliter le renforcement des capacités des autorités locales pour relever les défis liés à l'eau, après discussions et débats,

Considérant que

- En Afrique, 300 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 313 millions de personnes n'ont pas accès à l'assainissement de base, en particulier dans les habitats informels et les bidonvilles,
- Il est maintenant démontré qu'en suivant les méthodes actuellement utilisées, l'Afrique ne réalisera pas les OMD pour l'eau et l'assainissement. Par conséquent, une révolution conceptuelle est nécessaire pour remettre en question les approches et stratégies utilisées jusqu'ici et réviser les mécanismes institutionnels et financiers utilisés,
- L'eau est principalement un problème local parce que c'est localement que les personnes sont confrontées à la pénurie d'eau même si l'eau vient de plus loin. Etant les plus proches de la population, les autorités locales représentent par conséquent le niveau le plus approprié pour assurer l'accès aux services d'eau et d'assainissement,
- Si l'action locale est importante, la décentralisation effective est un élément clé. Il est important de comprendre comment en réalité s'opère la décentralisation. Les autorités locales ne seront jamais capables de fournir des services justes et efficaces si on ne leur donne pas les moyens de le faire,
- Le manque de capacités des autorités locales est l'une des principales contraintes à la réalisation des OMD en Afrique. Les Gouvernements Centraux ont transféré les responsabilités liées à la fourniture des services de plus en plus aux Autorités Locales dans le cadre du processus de décentralisation. Cependant, ce transfert de responsabilités le plus souvent ne s'accompagne pas d'un transfert de ressources humaines, de savoir-faire technique et de pouvoirs financiers,
- La durabilité appelle à une approche fondée sur les individus et à un nouveau système de gouvernance davantage participatif.

Recommandent

D'une manière générale:

- Que tous les acteurs se focalisent sur un renforcement concerté des capacités techniques, financières et humaines des gouvernements locaux et de leurs autorités en matière d'eau,
- Que les autorités compétentes ou les agences pour la fourniture des services d'eau améliorent leur coordination à travers des processus communs de planification, de programmation et de prévision budgétaire,
- De s'assurer que l'argent destiné à l'eau est réellement utilisé pour l'eau et que cela soit accompagné de mécanismes efficaces de suivi-évaluation et d'obligations de rendre compte. Des mécanismes doivent être mis en place pour permettre d'avoir un meilleur contrôle de l'utilisation des fonds alloués aux actions locales.
- Pour que cette action locale soit durable, elle doit s'appuyer sur des institutions légitimes fortes avec des règles, des procédures et des mandats clairs et écrits. C'est pourquoi nous appelons à un partenariat entre acteurs locaux sous la direction des autorités locales.
- Il est nécessaire d'initier ou d'intensifier le dialogue entre les gouvernements centraux et les autorités locales sur les questions de gouvernance de l'eau,
- D'augmenter les échanges d'expériences et de connaissance en interconnectant les organisations régionales responsables des services d'eau, les organisations d'autorités locales et autres associations en instaurant un Conseil Africain de l'Eau

Aux gouvernements centraux :

- De donner une plus grande priorité à l'eau dans leurs plans de développement et dans leurs budgets,
- De faire leur possible pour mettre en œuvre une véritable politique de décentralisation,
- De développer des politiques et des cadres réglementaires dotant les autorités locales de ressources financières et humaines leur permettant de développer et de gérer leurs services d'accès à l'eau de manière durable,
- De donner la possibilité aux autorités locales, grâce une adaptation du cadre légal, de développer les services d'accès à l'eau dans les habitats informels et les bidonvilles.

Aux autorités locales:

- D'adopter des stratégies de développement fondées sur des plans à long terme pour garantir une durabilité financière, technique et environnementale des services d'eau et d'assainissement. De plus, ces

stratégies doivent permettre aux projets individuels de s'intégrer et privilégier les projets fondés sur la demande et la vision des populations locales. Ceci inclut l'autonomie financière des services d'eau (les recettes provenant des services d'eau doivent être affectés exclusivement à des projets concernant le secteur de l'eau),

- De donner une plus grande priorité à l'eau dans leurs plans de développement et leurs budgets, non seulement pour étendre les populations desservies mais également pour maintenir les installations et services existants,
- De se renforcer en conduisant des politiques et en instaurant des règlements permettant une gestion transparente et responsable des services d'eau,
- D'engager à grande échelle des actions de sensibilisation des communautés sur leurs droits et obligations ainsi que leurs possibilités d'accès aux services d'eau. Une fois sensibilisées, ces communautés doivent être impliquées dans les processus de planification et de financement des services à travers le dialogue,
- D'adapter leurs cadres légaux pour développer l'accès à l'eau dans les habitats informels et les bidonvilles,

Aux donateurs et aux institutions financières internationales :

- De concentrer leurs aides sur le renforcement des gouvernements locaux et de leurs autorités en facilitant le développement et l'accès aux marchés financiers locaux, la levée d'autres fonds, le transfert de connaissances et une gouvernance de l'eau responsable et transparente,
- De soutenir financièrement l'élaboration de plans et de stratégies de développement des services d'eau détaillés, garantissant la cohérence des actions locales,
- De soutenir le renforcement des capacités locales pour rechercher et développer des solutions locales,
- De mieux utiliser les mécanismes de financement relatifs à la préparation des projets et pour des programmes de renforcement de capacités.